

Développements macroéconomiques récents

Avec la pandémie et l'insécurité toujours présentes, le PIB s'est stabilisé à 0,7 % en 2021, alors que les projections d'avant COVID-19 tablaient sur une croissance de 3,3 %. Les secteurs de l'agriculture, de l'hôtellerie et du diamant ont été les plus touchés, tandis que le secteur des services (transport, commerce et finance) s'est maintenu à environ 42 % du PIB. La dégradation de la situation économique a entraîné une baisse des recettes publiques alors même que la situation sanitaire a nécessité une augmentation des dépenses de protection sociale, creusant le déficit budgétaire en 2020 et 2021 à 3,5 % et 5,7 % du PIB. Malgré tout, la dette publique a légèrement diminué, passant de 47 % du PIB en 2020 à 46 % en 2021.

La situation sécuritaire et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont poussé l'inflation à 4,4 % en 2021, contre 2,3 % en 2020. En novembre 2021, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a relevé son taux d'intérêt applicable aux appels d'offres de 3,25 % à 3,5 % et son taux de facilité de prêt marginal de 5 % à 5,25 % pour reconstituer les réserves de change de la région. Le déficit du compte courant a augmenté à 10,5 % du PIB en 2021, contre 8,7 % en 2020. Le secteur financier et bancaire est encore embryonnaire, et dominé par quelques banques commerciales et institutions de microfinance basées à Bangui. En 2019, le chômage avoisinait 34,5 % à 36 % en milieu urbain et 30 % en milieu rural, et 42,5 % chez les femmes et 28,5 % chez les hommes. En 2017, la République centrafricaine était l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un taux de pauvreté estimé à 75 %.

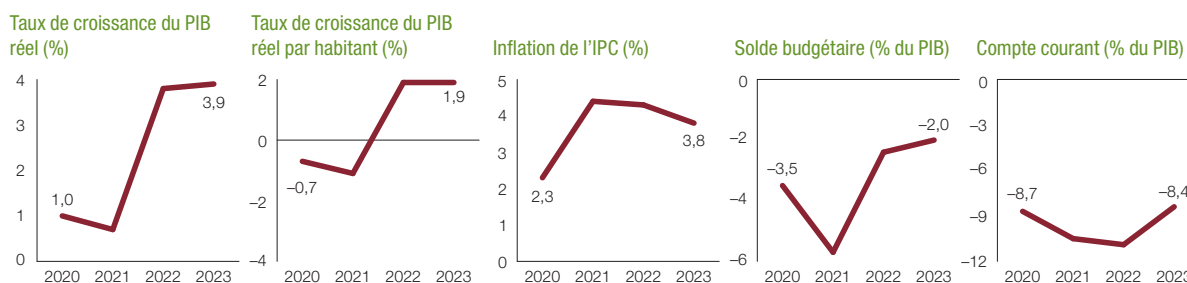
Perspectives et risques

La Banque prévoit un rebond de la croissance du PIB à 3,8 % et 3,9 % en 2022 et 2023, grâce à l'achèvement de projets structurels dans les secteurs des transports et de l'énergie. L'agriculture, les mines et les travaux publics devraient également rebondir. L'inflation devrait augmenter à 4,3 % en

2022 et 3,8 % en 2023 du fait de la crise russo-ukrainienne. Les réformes fiscales, notamment la consolidation des fonds publics parallèlement à la maîtrise des dépenses courantes, devraient permettre de réduire le déficit budgétaire à 2,4 % en 2022 et à 2 % en 2023. Le ratio de la dette publique devrait continuer à baisser, pour atteindre 44 % du PIB en 2022 et 42,3 % en 2023. La balance des comptes courants devrait rester déficitaire à 10,9 % du PIB en 2022 et à 8,4 % en 2023, ce qui représente une légère amélioration grâce à de meilleurs termes de l'échange. Cependant, la persistance de la pandémie, combinée à une chute des prix des matières premières et à une détérioration de la sécurité intérieure, conjugué à la crise ukrainienne pourrait toutefois affecter négativement la croissance.

Changement climatique et options de politiques publiques

Le pays se classe 70^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Les risques environnementaux sont la dégradation des terres et des bassins versants et la perte de la biodiversité des écosystèmes et des espèces. Le pays a ratifié des accords internationaux pour lutter contre le réchauffement climatique, dont un avec l'UE sur la réglementation des forêts et avec le Programme des Nations Unies pour la Gestion du bassin du Congo. Les stratégies et politiques comprennent la Stratégie nationale de surveillance des forêts, la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, et la Politique nationale de l'environnement. La République centrafricaine s'est fixé des objectifs pour 2030 en matière de neutralité de la dégradation des terres : restaurer 50 % du couvert végétal (soit 19 384 ha) ; réduire la perte de productivité des terres de 50 % et le taux de biomasse de 25 % ; augmenter le taux de carbone organique du sol de 10 % ; réduire les GES de 5 % ; et restaurer 20 % des zones minières. Bien que le pays dispose de ressources en eau renouvelables considérables, seulement 30 % de la population a accès à l'eau potable – les taux varient de 36,5 % à Bangui à 27 % dans les zones rurales.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.